

Collectivités : la gauche réclame un référendum

Michel URVOY.

Si elle veut faire passer sa réforme, la droite n'a pas intérêt à faire l'école buissonnière, tant l'opposition est mobilisée. Les sénateurs PS et PC demandent que le peuple tranche.

« **Confus, tordu et dangereux.** » Les sénateurs PS, spécialement Jean-Pierre Sueur (Loiret), ont mangé du lion avant le débat sur la réforme des collectivités. Jean-Pierre Bel, président du groupe, a déposé une motion référendaire : « **Il est inconcevable, dit-il, qu'une telle remise en cause de la décentralisation ne soit pas avalisée par les Français.** » « **Le moment est venu d'agir,** réplique le ministre Brice Hortefeux. **Tenter de corriger les défauts de la décentralisation, ce n'est pas faire son procès.** »

À boulets rouges. Jean-Claude Peyronnet (Haute-Vienne) estime que le projet, qui suscite d'ailleurs bien des réserves au sein de la majorité, est anticonstitutionnel : 1) Il est « **contraire au principe d'autonomie des départements et des Régions, qui ne décideraient plus que de 12 et 9 % de leur budget** ». 2) Il implique « **la disparition de fait** » des départements. 3) La clause de compétence générale « **est un principe constant depuis 1871** ». 4) L'assemblée unique, prévue pour l'outre-mer, « **doit être validée par référendum** ».

Catherine Tasca (Yvelines) s'en prend au mode de scrutin des futurs conseillers territoriaux « **véritable régression au plan de la parité** ». « **Le gouvernement abordera le débat dans un esprit d'ouverture** », promet Brice Hortefeux.

« **On ne sait pas,** ajoute Jean-Pierre Bel, **si le conseiller territorial sera représentant de la Région dans le département ou vice-versa.** » François Patriat (Côte-d'Or) se demande « **ce que sera le département dans une Région sans budget** ». « **C'est le préfet qui décide de tout,** tonne Jean-Pierre Sueur, **de l'intercommunalité, des métropoles...** »

Contre-propositions. « **Une réforme territoriale est nécessaire** », concède Jean-Pierre Bel. À travers 120 amendements, les socialistes vont tenter de modifier le projet en précisant les compétences de chaque collectivité et en proposant un conseil régional des exécutifs. Ils vont essayer de sauver la clause de compétence générale, de défendre la parité à travers un mode d'élection à deux tours, de proposer la création de métropoles et de communautés urbaines à partir de 300 000 habitants. Ils vont défendre l'idée d'une intercommunalité pilotée par les élus et non par les préfets...

À l'Assemblée, qui débat de la fin des mandats départementaux et régionaux en 2014, le PS n'est pas plus tendre. Bruno Le Roux parle de conception « **sarcophage** » et menace de ne plus siéger à chaque tentative de passage en force. Les socialistes se demandent « **si on aurait eu une réforme territoriale si l'UMP contrôlait les 22 Régions** ». Ils promettent de tout détricoter, si possible dès aujourd'hui, sinon « **quand nous reviendrons au pouvoir** ».

© 2010 Ouest-France. Tous droits réservés.